

A l'heure actuelle cependant, tous les efforts européens se concentrent sur la formation de l'Europe de demain. Les responsables de la C.E.E. ont mis l'accent sur le fait que l'élargissement du Marché commun n'est pas leur seul objectif. Ils attachent autant d'importance à l'approfondissement de la Communauté, c'est-à-dire le passage d'une simple union douanière à une union économique et monétaire. Nous avons pris la liberté de leur suggérer qu'une mondialisation, c'est-à-dire une adaptation des résultats de l'élargissement aux besoins du commerce mondial, était tout aussi souhaitable.

Points de vue européens

A Bruxelles et à Londres on semblait penser que les Canadiens exagéraient l'impact de l'élargissement de la C.E.E. sur leur commerce. Mes interlocuteurs déclaraient que les exportations canadiennes allaient bénéficier de la croissance extraordinaire provoquée par l'élargissement de la Communauté et par l'augmentation correspondante de ses importations. Ils ont fait allusion au fait que les importations du Marché commun ont plus que doublé depuis 1958, date de la création de la Communauté. En outre, il a été souligné que le niveau moyen du tarif extérieur commun des produits industriels était inférieur à celui des États-Unis.

Les Britanniques ont essayé de nous convaincre en particulier qu'il y aurait toujours un marché important en Grande-Bretagne pour le blé dur canadien, indispensable pour maintenir l'équilibre des produits de meunerie.

J'ai reçu maintes fois l'assurance que la C.E.E. (et à plus forte raison une C.E.E. élargie) adopterait une politique responsable et tournée vers l'extérieur. "En fait, nous disait-on, l'Europe ne serait pas confortable repliée sur elle-même".

Nous avons écouté attentivement tous ces propos rassurants. J'ai dit que nous espérons sincèrement que l'avenir allait confirmer les prédictions d'une croissance dynamique de la Communauté élargie. J'ai toutefois indiqué que cela ne nous servirait à rien dans les cas où nous aurions à subir des tarifs douaniers prohibitifs et d'autres barrières commerciales comme par exemple présentement dans le secteur agricole.

Si les Européens ne peuvent se passer de nos produits industriels pour maintenir le dynamisme de leur économie, pourquoi, ai-je demandé, s'imposent-ils des droits douaniers élevés sur ces produits. Si la Communauté élargie continuait à avoir besoin de notre blé, ne faudrait-il pas adapter les règlements pertinents de la Politique agricole commune pour faciliter ce commerce.

J'ai accueilli avec satisfaction l'idée que la Communauté élargie serait tournée vers l'extérieur mais j'ai exprimé l'espoir que cette attitude se refléterait dans le progrès des activités du GATT et des initiatives futures de libéralisation des échanges.

Stratégie canadienne

Quelle sera l'attitude canadienne envers l'élargissement au cours des mois et des années à venir? Des considérations comme celles que j'ai indiquées seront soumises à nos interlocuteurs européens tout au long des